COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
Du 18 au 24 juin 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

- **Sécurité Alimentaire……3**
- **La COI présente son projet de sécurité alimentaire aux responsables de la FAO et du FIDA**
- **Coopération Régionale……5**
- **Alliance Vanille : Les premières avancées concrètes un an seulement après sa création**
- **Tourisme : les premières avancées de l'Alliance Vanille**
- **Jean Claude de L'Estrac reçu par Daniel Gonthier - juin 2016**
- **Coopération Régionale : Beaucoup d'opportuniés , peu d'enthousiame**
- **Economie……11**
- **AMAR DEERPALSING, le président de la Fédération des PME : <Les PME doivent s'unir pour percer en Afrique >**
- **Veille Sanitaire……15**
- **La COI apporte son soutien face à l'epidemie de Dengue aux Seychelles / IOC and Red Cross International join in fight against Dengue in Seychelles**
- **Agriculture……16**
- **Seychelles hopes to benefit from new regional research in agriculture project**
- **Développement Durable ……18**
- **Dime dan Moris pour Interpeller les Mauriciens**
- **Un film à voir : DEMAIN**

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

La COI présente son projet de sécurité alimentaire aux responsables de la FAO et du FIDA

Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien a achevé sa tournée en Europe

22 juin 2016

Le 16 juin dernier, Jean-Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) a achevé sa tournée en Europe par une série de rencontres à Rome, en vue de la mise en œuvre du Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN) de la COI.



Jean-Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien et Maria Helena Semedo, directrice générale adjointe de la FAO.

Le 16 juin dernier à Rome, Jean-Claude de l'Estrac s'est entretenu avec Maria Helena Semedo, directrice générale adjointe de la FAO, qui a marqué un très vif intérêt pour apporter l'appui concret et rapide de la FAO à la mise en œuvre du PRESAN et de son Unité de coordination. Mme Semedo a souligné la qualité et l'importance du travail réalisé par la COI avec le concours de la FAO en vue de réaliser le PRESAN, Programme

régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Un sujet d'autant plus actuel que la sécurité nutritionnelle est aujourd'hui une source de préoccupation croissante en Indianocéanie et notamment à Madagascar.

Le Secrétaire général de la COI a également eu une réunion de travail avec Perin Saint-Ange, vice-président adjoint du Fonds international de développement agricole (FIDA). Celui-ci a exprimé un fort intérêt pour accompagner financièrement le programme PRESAN de la COI. Il a souligné le lien étroit qui unit PRESAN aux objectifs poursuivis par le FIDA en particulier pour la jeunesse et les femmes. Il a également fait part de son « enthousiasme » à participer à ce projet, qui réunit, selon lui, trois facteurs essentiels : des moyens financiers, un leadership et une perspective d'intégration et de coopération régionales. Le FIDA se dit prêt à étudier sa participation au programme pour un financement total de 60 millions de dollars.

Le Secrétaire général de la COI a aussi rencontré Armi Mathiesen, sous-directeur général du département des pêches et de l'aquaculture de la FAO. Ce dernier a manifesté son appréciation très positive sur le programme COI-SmartFish et sur son importance pour l'Indianocéanie. M. Mathiesen a fait part du choix de la FAO de présenter le programme COI-SmartFish dans le cadre d'un side event lors du 32e Comité des pêches de la FAO, qui se tiendra à Rome le 13 juillet prochain. Ce choix illustre la réussite du programme et sa valeur en tant qu'exemple international de gestion des pêches.

Durant ces rencontres à Rome, Jean-Claude de l'Estrac et ses interlocuteurs de la FAO et du FIDA ont exprimé leur conviction que l'investissement dans la construction d'un espace de sécurité et de souveraineté alimentaires constitue une urgence stratégique pour notre région et qu'il est à même de créer de la croissance, des emplois et de prévenir des crises humanitaires et migratoires.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/la-coi-presente-son-projet-de-securite-alimentaire-aux-responsables-de-la-fao-et-du-fida,86744

Coopération Régionale



Alliance Vanille : Les premières avancées concrètes un an seulement après sa création

Suite au comité de décision qui s'est tenu, hier, mercredi 22 juin 2016, à Saint-Denis de La Réunion, en présence de Monsieur Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, les compagnies, Air Austral, Air Madagascar, Air Mauritius, Air Seychelles, sont heureuses de vous présenter les premiers résultats de leur partenariat, et ce un an seulement après la création de l'Alliance Vanille.

Monsieur Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI, a souligné la transparence, le partage et la solidarité qui ont prévalu lors de ce comité. Il a exprimé sa grande satisfaction de voir la compagnie comorienne Inter Iles Air, qui développe ses activités au niveau régional, rejoindre aujourd'hui l'Alliance Vanille en tant qu'observateur: "Cette annonce comorienne est une symphonie à mes oreilles", a-t-il déclaré. Il a aussi félicité l'Alliance Vanille du travail accompli lors de cette première année.
Depuis le 21 septembre 2016, date de la signature officielle de l'Alliance Vanille, les 4 compagnies ont mené un véritable travail de collaboration autour d'un même objectif : créer de véritables synergies pour des améliorations concrètes pour le client. 4 thématiques de réflexions ont ainsi animé les groupes de travail mis en place par l'ensemble des compagnies membres :

– Recherche de formules tarifaires attractives pour les passagers

– Connectivité des programmes
– Optimisation des partages de codes pour multiplier les destinations offertes aux passagers
– Mise en commun de moyens : flotte et équipements aéroportuaires
Celles-ci aboutissent aujourd'hui à des actions concrètes, plaçant le client au centre de toutes les préoccupations :
Le déploiement d'un nouveau Pass Océan Indien plus attractif.
Dans le but de renforcer l'attractivité de la zone Océan Indien et le trafic inter-îles, les 4 compagnies ont souhaité la mise en place d'un produit plus attractif que ceux proposés actuellement. Le Pass Océan Indien, permet l'organisation de séjours combinés en bénéficiant de tarifs attractifs sur un large choix de destinations avec les avantages suivants :
– Contrairement à tous les produits déjà lancés dans la zone, le Pass Océan Indien est non seulement destinés aux passagers en possession d'un billet Long Courrier (ex : Paris<>Réunion), mais également à tous les résidents des îles Vanilles.
– Il est valable sur les vols de 4 transporteurs avec un minimum de trois parcours achetés simultanément : Air Austral, Air Madagascar, Air Seychelles, Air Mauritius
– Il permet de bénéficier d'une réduction significative (-20% de réduction sur le demi aller/retour le plus bas des grilles tarifaires publiées)

Ce Pass Océan Indien sera lancé à la vente dès octobre prochain.

http://www.maurice-info.mu/alliance-vanille-premieres-avancees-concretes-an-apres-creation.html

clicanoo.re
Le Journal de l'île de la Réunion

Tourisme : les premières avancées de l'Alliance Vanille

Le 24 juin 2016



Ce mercredi, le Comité de décision de l'Alliance Vanille s'est tenu à Saint-Denis, réunissant le secrétaire général de la Commission de l'océan indien Jean-Claude de l'Estrac, le PDG d'Air Austral Marie-Joseph Malé, le PDG d'Air Madagascar Gilles Filiatreault, le PDG d'Air Mauritius Megh Pillay, et le Directeur des affaires institutionnelles d'Air Seychelles Alan Renaud. A noter que la compagnie comorienne Inter Iles Air, qui développe ses activités au niveau régional, a également rejoint l'Alliance, en tant qu'observateur pour le moment.

Les compagnies membres ont eu l'occasion lors de ce comité de faire le point sur les avancées depuis ce 21 septembre 2015, date de création officielle de l'Alliance Vanille, dont l'objectif est de créer "de véritables synergies pour des améliorations concrètes pour le client". Les quatre compagnies membres ont ainsi travaillé ces derniers mois autour de 4 axes : la recherche de formules tarifaires attractives, la connectivité des programmes de chacun, l'optimisation des partenariats pour multiplier les offres de destinations, et la mise en commun de flottes et d'équipements aéroportuaires.

Pour Air Austral, Air Mauritius, Air Madagascar et Air Seychelles, c'est le client qui doit être "au centre de toutes les préoccupations". Par conséquent, une des premières actions concrètes qui émergera, dès le mois de novembre, de l'Alliance Vanille, c'est le déploiement d'un nouveau pass de voyages pour la zone océan indien, avec un tarif plus attractif.

Si des pass existent déjà actuellement, celui-ci a pour vocation d'être encore plus attractif, sur un large choix de destinations dans la zone. Nouveauté : alors que les autres offres s'adressaient uniquement aux passagers en possession d'un billet long-courrier, depuis Paris par exemple, ce nouveau pass incluera quant à lui les résidents des Iles Vanille. Il sera valable, pour un tarif significativement réduit, sur les vols d'Air Austral, Air Madagascar, Air Seychelles et Air Mauritius, pour un minimum de trois parcours achetés simultanément.

Au-delà, il est aussi question d'améliorer la connectivité entre les îles Vanille, ce qui passe par un réaménagement du programme de vols pour

augmenter les fréquences des vols directs entre La Réunion, Maurice, Madagascar et les Seychelles, mais aussi permettre plus de vols en correspondance avec une connexion de moins de 2h, tout en prévoyant une augmentation de capacité.

Enfin, l'Alliance Vanille a réfléchi à la mise en place de facilités des procédures d'affrètement, utilisant les appareils disponibles au sein même de l'Alliance. Ces affrètements, prévus ou non, pourraient avoir lieu en cas d'irrégularités ou de saisonnalité, à condition que les appareils soient recensés et que les contrats d'affrètements standardisés soit préétablis entre les compagnies membres.

http://www.clicanoo.re/528203-tourisme-les-premieres-avancees-de-l-alliance-vanille.html

Jean Claude de L'Estrac reçu par Daniel Gonthier - juin 2016



Daniel Gonthier, Vice-président du Conseil Départemental délégué à la Coopération Régionale, s'est entretenu ce lundi 20 juin avec Jean-Claude de l'Estrac, ancien Ministre des Affaires Etrangères de la République de Maurice et Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien (COI) depuis 2012.



M. de l'Estrac quittera ses fonctions le 15 juillet prochain et, après une dernière mission en Europe auprès des différentes organisations partenaires de la COI, il a souhaité rencontrer les différentes autorités à La Réunion.

Les échanges entre le Vice-président et le Secrétaire Général ont été fructueux et ont permis de souligner l'évolution positive de la COI sous l'administration de M. de l'Estrac. La COI, qui a défendu et contribué à faire reconnaître le concept d'indiaocéanie, est en effet aujourd'hui une organisation soutenue par les différents bailleurs de fonds européens et internationaux.

L'entretien s'est achevé sur les perspectives en matière de communication. Si des projets concrets sont effectivement menés par la COI, les populations des pays membres semblent encore adhérer faiblement à la dynamique de la coopération régionale. La construction d'un outil de communication propre à l'indiaocéanie pourrait contribuer à modifier cette situation.

Pour rappel, le Département siège, aux côtés de l'Etat et de la Région, au sein du Conseil de la COI et soutient plusieurs programmes de l'organisation régionale :

- le projet de sécurité alimentaire

- le projet Genre (égalité de genre, promotion de la femme)

- l'Iconothèque historique de l'Océan Indien

A noter que la Collectivité départementale, dans le cadre de son programme de mobilité-insertion dans la zone océan Indien, a mis à la disposition de la COI une bénéficiaire d'un Contrat Unique d'Insertion sur un poste de chargée de communication et fera prochainement de même pour le projet Genre.

http://www.cg974.fr/index.php/Jean-Claude-de-Lestrac-recu-par-Daniel-Gonthier-juin-2016.html

LeDEFIMEDIAGROUP

Coopération Régionale : Beaucoup d'opportuniés , peu d'enthousiame

22 JUIN 2016



Longtemps connue comme « l'étoile et la clé de l'océan Indien », Maurice aspire, aujourd'hui, à devenir un véritable 'hub' régional. Outre le 'Shipping Hub' et l'ouverture de l'Air Corridor entre l'Asie et l'Afrique à travers Maurice, le pays est aussi sollicité pour son savoir-faire sur le continent africain.

Lundi, le ministre des Finances Pravind Jugnauth a signé un accord avec le secrétaire général du COMESA, Sindiso Ngwenya, portant sur le 3e amendement au 'Grant Agreement' sous le 'COMESA Adjustment Facility'. C'était l'occasion pour le ministre de souligner les avantages dont a bénéficié le pays sous ce programme de financement, notamment la tenue des 'Buyer-seller meetings' dans les pays membres, la consolidation des PME au sein de la COMESA, les missions de prospection

et la réforme du climat des affaires. D'ailleurs, depuis 2012, le pays a reçu environ Rs 143 millions.

Dans le cadre de sa politique de coopération régionale, Maurice est membre des différents blocs régionaux, notamment la SADC, le COMESA, **la COI** et l'IOR-ARC. Le « hub » de l'océan Indien est aussi qualifié comme pont entre l'Afrique et l'Asie ou encore le tremplin pour l'investissement en Afrique. Toujours dans le cadre de la coopération régionale, Maurice offre son expertise aux pays de la région dans plusieurs domaines, mais sollicite également le savoir-faire des autres. L'Africa Strategy est, par ailleurs, un maillon important dans le développement régional……à lire plus voir le lien.

http://defimedia.info/cooperation-regionale-beaucoup-dopportunites-peu-denthousiasme-33637/

Economie

LeDEFIMEDIAGROUP

AMAR DEERPALSING, le président de la Fédération des PME : <Les PME doivent s'unir pour percer en Afrique >

22 JUIN 2016



Alléger les charges administratives pour l'importation de la main-d'œuvre, mettre en place des espaces de vente et des zones industrielles dédiées aux PME et réduire le nombre de permis requis pour faire un business. Ce sont-là les principales attentes des PME pour le Budget 2016-17, souligne Amar Deerpalsing, le président de la Fédération des PME. Entretien.

« Ebène n'existerait pas sans l'innovation des PME. »

MauBank a financé les PME à hauteur de Rs 461,68 millions sous le 'Small and Medium Enterprises Financing Scheme' depuis sa création en septembre 2015. Elle devient ainsi la quatrième banque, après la MCB, la SBM, la Barclays à financer le plus les PME sous ce 'scheme'. Quelle lecture faites-vous de ces données ?
Quand le 'scheme' a été lancé en 2011, la Mauritius Post & Cooperative Bank et la Bramer Bank ont financé les PME tout comme les autres banques. Quand ces deux banques ont fusionné, la MauBank a hérité de leurs clients. La question que je me pose est combien d'argent la MauBank a-t-elle accordé aux PME. La somme de Rs 461,68 millions reflète-t-elle la totalité des crédits avancés par la MPCB et la Bramer ? Il serait intéressant de savoir s'il y a eu une augmentation au niveau de l'octroi des prêts aux PME ou pas.

Dans quelle mesure ce plan a-t-il permis aux entrepreneurs de financer leurs projets de développement et de résoudre leur problème de 'cash-flow' ?
Ce qu'il faut retenir avec ce 'scheme', c'est que le gouvernement y apporte une garantie additionnelle de 35 % en sus de l'apport de l'entrepreneur. Les risques sont ainsi mitigés. Qui dit moins de risque, dit aussi taux d'intérêt préférentiel. À travers l'accord établi entre le gouvernement et l'ensemble des banques, le taux pratiqué inclut le Repo Bank plus 3 % sur tous les emprunts, les 'overdrafts' et les 'import loans'. Ainsi, la charge financière des PME est allégée à la fin du mois ou de l'année, car elles paient moins d'intérêts.

Ce qui a permis de soulager beaucoup de PME. À travers cette garantie additionnelle, les banques ont pu dégager des fonds additionnels à être alloués aux PME. Il faut, toutefois, souligner que les conditions d'emprunts n'ont jamais été assouplies et que les charges et autres frais bancaires, que les PME considèrent comme étant excessifs, sont toujours les mêmes.

Est-ce toujours un parcours du combattant pour les entrepreneurs quand il s'agit d'accéder aux sources de financement ?
C'est le cas non seulement pour les PME, mais aussi pour l'ensemble de la population, du simple employé au grand patron. Toutefois, les grandes entreprises ont l'avantage de pouvoir lever des fonds à travers des obligations, parfois hors du circuit bancaire. Citons Omnicane, ABC Banking, Attitude Resort, entre autres. Ce qui malheureusement n'est pas à la portée des PME.

Le Budget approche à grand-pas. Quelles sont les principales attentes des PME ?
Nous avons six principales attentes. Premièrement, un soulagement au

niveau des charges administratives par rapport à l'importation de la main-d'œuvre étrangère. En deuxième lieu, des aides pour que les PME puissent avoir accès à des espaces de vente et de marketing pour leurs produits. Il faudrait aussi que les PME aient plus d'accès au financement. Quatrièmement, il faudrait qu'il y ait des zones industrielles dédiées aux PME. En cinquième lieu, il faudrait réduire le nombre de permis requis pour faire un business. Actuellement, près de 400 permis sont délivrés par de multiples institutions. Il faudrait également accélérer la facilitation des affaires. Dernièrement, il faudrait aider les PME à prendre avantage des accords préférentiels régionaux avec le COMESA, la SADC et le COI.

Année après année, les autorités insistent sur le rôle primordial que les PME jouent dans le développement du pays. Or, il semblerait que les mesures budgétaires annoncées se révèlent être des effets d'annonce…
Si on prend le dernier Budget, il y a peu de mesures en faveur des PME qui ont été concrétisées. On espère que le nouveau ministre des Finances jettera les jalons pour que le pays puisse progresser et qu'il ramènera la confiance nécessaire pour que l'investissement suive.

On reproche souvent aux PME de pêcher en termes d'innovation et de ne pas moderniser leurs outils de production. Ces critiques sont-elles fondées ?
Oui et non. Si les PME n'avaient pas innové, Ebène n'aurait pas existé. Cette zone est composée essentiellement de PME. Les grandes sociétés traditionnelles du pays n'y sont pas implantées. Par ailleurs, les nouveaux piliers économiques tels que les Tic ou encore le secteur financier sont essentiellement menés par les PME tout comme les secteurs émergents (énergie verte, bio-farming, économie bleue…) seront développés essentiellement par les entrepreneurs. Là où le bât blesse, c'est que le support institutionnel favorisant l'innovation et la créativité pêche énormément.
Il n'y a pas beaucoup de PME qui ont les moyens de financer les coûts de recherche et de développement et le manque de support étatique accentue le problème…

La région et l'Afrique représentent une fenêtre d'opportunités pour les entrepreneurs. Or, valeur du jour, les exportations des PME locales vers la région du COMESA est marginale. Qu'est-ce qui les empêche à percer sur le continent ?
Les coûts pour exporter vers ces marchés difficiles sont trop onéreux pour être financés par les PME sur une base individuelle. Les grandes compagnies qui ont fait une percée en Afrique n'ont pas eu un effet d'entraînement pour amener les PME à les soutenir dans leurs opérations. Si les PME veulent réussir en Afrique, la stratégie à être adoptée serait de s'unir pour aller conquérir le marché africain et il y a de la place pour tout le monde. Il faut, toutefois, se rendre à l'évidence que tous les produits

et services des PME mauriciennes n'auront pas de succès sur le continent africain. Il y a donc un gros travail à faire pour adapter les produits et services mauriciens au goût et aux besoins des Africains. Un travail qui serait impossible à réaliser sans l'intervention de l'État. Il faut, toutefois, agir maintenant, car plus le temps passe, plus les entrepreneurs des autres pays sont en train de tirer davantage du pouvoir d'achat grandissant de la classe moyenne africaine. Si on tarde trop, on ratera le coche. A lire plus..

http://defimedia.info/amar-deerpalsing-les-pme-doivent-sunir-pour-percer-en-afrique-33636/

Seychelles NATION

23/06/2016

IOC and Red Cross International join in fight against Dengue in Seychelles



A delegation from the Indian Ocean Commission is currently in Seychelles to discuss, support and help Seychelles in combating the dengue epidemic through preventive measures and sensitisation procedures.

These procedures are being financed by the International Red Cross and its local branch the Seychelles Red Cross which will be providing volunteers for the sensitisation procedures.

Leading the delegation is Dr Loïc Flachet from France but currently working in Mauritius. He is a physician and holds an MPH in Epidemiology Doctor in Medicine. Expert in monitoring, assessment, medical research and international health, he now coordinates the EISR project for the Indian Ocean.

The Ministry of Health has revealed that since December 2015, two hundred and twenty-two (222) people have reported to the hospital with dengue fever, and the number is still climbing.

Dengue fever is a painful, debilitating mosquito-borne disease caused by any one of four closely related dengue viruses. These viruses are related to the viruses that cause West Nile and yellow fever. An estimated 390 million dengue infections occur worldwide each year, with about 96 million resulting in illness. Most cases occur in tropical areas of the world. In Seychelles the number of cases is still rising rapidly and has so far shown no evidence of fading. Several measures have been put in place to combat this epidemic. Every region on Mahé is being affected by such outbreak.

In a press conference yesterday, Dr Flachet pointed out that the Ministry of Health is doing a wonderful job to educate people more about the outbreak of dengue, and how to protect themselves.

"This problem is quite the same around the world; some few weeks ago Reunion witnessed a small outbreak of dengue fever. They are educating the people on mosquitoes' breeding sites. We know that the knowledge of people in Reunion and Seychelles regarding mosquitoes and how they multiply are quite good, but how people react to it or put into practice those preventive measures is something different," he said.

He added that the Ministry of Health can educate people, but it is up to the people to make that change by cleaning areas were mosquitoes can breed. (These include old tyres, cans, or flower pots that collect rain).

"Changing people's behaviour is quite a difficult process, starting at school. We have analysed how the Ministry of Health carries out surveys and how it monitors the number of new cases in the country, and how it operates its vector control activities. The ministry needs to improve its surveillance system, and be aware if the outbreak is increasing or decreasing. In 2011 we started a project where we implemented an internet-based surveillance system in Seychelles, so that they can report through internet new dengue cases. It is always difficult to control an outbreak but the Ministry of Health is doing a wonderful job," he added.

The public health commissioner Dr *Jude Gedeon stated that the dengue* situation that the ministry is dealing with is quite alarming.

"The Ministry of Health needs the support of the community, the schools, and work areas. We all need to work together to be able to control the dengue fever – by getting rid of places where mosquitoes can breed," he said.



La COI apporte son soutien face à l'epidemie de Dengue aux Seychelles

La Commission de l'océan Indien apporte son soutien face à l'épidémie de dengue aux Seychelles.

Face à une recrudescence de cas de dengue aux Seychelles, le Ministère de la Santé a sollicité la Commission de l'océan Indien (COI), à travers son Réseau SEGA One Health, pour appuyer et renforcer ses services de santé et de lutte antivectorielle (LAV).

« Du 17 au 23 juin, une mission de la COI, renforcée par deux experts de la LAV mis à disposition par le ministère de la Santé mauricien, évalueront le système de lutte antivectorielle seychellois et feront des recommandations permettant de renforcer l'efficacité du dispositif. Il s'agira d'identifier, dès lors, les appuis que la COI pourra prendre en charge à court et moyen terme pour aider les Seychelles à répondre efficacement à cette épidémie », a rapporté la COI sur son site web.

Des actions de prévention et de sensibilisation seront menées en parallèle pour conscientiser les populations et les aider à se prémunir face aux épidémies. Pour cette raison, la COI s'appuie également sur ses partenaires tels que la PIROI qui va coordonner en parallèle des activités de sensibilisation avec les volontaires de la Croix-Rouge seychelloise, grâce à un financement de la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR).

A nouveau, cette intervention de la COI montre la nécessité de travailler ensemble, au niveau régional, pour renforcer les services de santé et se prémunir collectivement contre les épidémies qui menacent l'Indianocéanie. Le Réseau SEGA One Health, qui appuie depuis 2009 les pays membres de la COI, continue plus que jamais à mobiliser ses partenaires et à apporter son expertise technique.

Pour rappel, la dengue est une infection virale transmise par les moustiques dans les régions tropicales et subtropicales du monde entier. Aujourd'hui plus de la moitié de la population mondiale est exposée au risque de dengue. La prévention et la maîtrise de la maladie reposent donc sur des mesures efficaces de lutte antivectorielle, de l'élimination de gîtes larvaires (pneus, soucoupes, vases), de fumigations autour des maisons des personnes infectées et de la protection individuelle contre les piqûres de moustiques.

Seychelles NATION

Seychelles hopes to benefit from new regional research in agriculture project

24-June-2016



A new regional research in agriculture for development project is in the process of being set up and the Seychelles Agricultural Agency (SAA) and its partners are identifying the country's needs in different areas so it can prepare a document to be submitted to the regional committee.

The new project falls under the Indian Ocean Commission (IOC) and the Centre for Agronomic Research for Development (Cirad) from Reunion island. It held its first committee meeting last year in Mauritius during which five main areas common for all countries of the IOC were identified. These are : animal health, animal breeding systems, protection of biodiversity, genetic resources, and food production.

The aim of the four-year project which is being funded by the European Union through the IOC aims to push for excellence in research and innovation to strengthen production capacity and resilience of small farmers and their families, to develop regional partnerships, encourage regional research cooperation and promote transfer of technologies in agriculture.

A series of information sessions are being held in the different IOC countries to inform concerned parties of the project.
Claude Vuillaume from the Cirad earlier this year met officials from the Ministry of Fisheries and Agriculture and the SAA to brief them on the

project and to help set up a national committee to work on identifying the country needs.

Marc Naiken, the chief executive of the SAA, said a meeting of regional agriculture ministers is expected to be held before the end of the year to chart the way forward.
http://www.nation.sc/news/national-assembly/40-fishing-and-agriculture/249933-seychelles-hopes-to-benefit-from-new-regional-research-in-agriculture-project.html

Développement Durable

CÔTE NORD

Dime dan Moris pour Interpeller les Mauriciens



JUIN 16, 2016

Le cycle de projections et débats « Dime Dan Moris » a été lancé hier, mercredi 15 juin, à la galerie AfrAsia World of Art à Port-Louis. Cette initiative de l'Agence Française de Développement (AFD), la GML Fondation Joseph Lagesse et l'Association Porteurs d'Images a pour but d'interpeller les Mauriciens sur les défis écologiques, économiques et sociaux. Dans le cadre de cette manifestation, des projections/débats autour du film « Demain » de Cyril Dion et Mélanie Laurent sont prévus le 23 juin avec les jeunes à l'Université de Maurice. Cette projection sera

suivie par un débat animé par des panélistes experts en matière d'agriculture, d'énergie, d'économie, de démocratie et d'éducation. Une projection et un débat seront aussi organisés le 24 juin pour les ONG. Des projections seront également prévues pour le public mauricien les 24, 25 et 26 juin à 20h30 au *MCine* de Trianon. Selon Matthieu Discour, Directeur de l'Agence Française de Développement pour Maurice, les Seychelles et la Commission de l'Océan Indien : « *Pour faire face à ces défis, il faut en prendre conscience et agir ensemble afin de trouver des solutions durables. C'est ce point de vue que vient défendre le film Demain.* »

Film du réalisateur, Cyril Dion et de l'actrice, Mélanie Laurent, « Demain » a obtenu le César du*Meilleur Film Documentaire 2016*. Il connait un succès mondial, et a déjà été vu par plus d'un million de spectateurs dans le monde.

The project « Dime dan Moris » (Tomorrow in Mauritius) has been launched yesterday 15th June at the AfrAsia World of Art gallery in Port Louis. This initiative of the French Development Agency (AFD), the GML Joseph Lagesse Foundation and the Porteurs d'Images Association, aims at raising awareness among Mauritians on the ecological, economic and social challenges awaiting us. Along with the project, projections and debates around the film "Demain" (Tomorrow) from Cyril Dion and Mélanie Laurent are scheduled for the 23rd June at the University of Mauritius. The projection will be followed by a debate led by a panel of experts from the agriculture, energy, economy, democracy and education fields. A projection and a debate will also be organized on the 24th June for NGOs. The public will be able to watch the film on the 24th, 25th and 26th June at the MCine in Trianon at 8.30 pm. According to Mathieu Discour, Director of the AFD for Mauritius, Seychelles and the Indian Ocean Commission, "to be able to face these challenges, we must become aware of them and take action together in order to find sustainable solutions. This is the idea expressed in the film Demain."

"Demain", from Directors Cyril Dion and Mélanie Laurent, has received the César in the Best Documentary Film 2016 category. It has been a success

worldwide and has been watched by more than one million spectators across the world.

http://www.cotenordmag.com/dernieres-infos/dime-dan-moris-pour-interpeller-les-mauriciens/

5plus dimanche

19/06/2016

Un film à voir ...

Demain

Partout à travers la planète, des personnes innovent et proposent des initiatives pour mieux répondre aux défis de notre siècle. Le film «Demain» relate ces faits. Un documentaire à découvrir au *MCiné* à Trianon les 24, 25 et 26 juin.

Maurice a de nombreux défis mondiaux à relever : changement climatique, développement durable, crise économique, autant de termes qui ne sont pas étrangers à notre société. Une autre manière de voir s'impose donc. Pour interpeller les Mauriciens et trouver ensemble des solutions appropriées, l'Agence Française de Développement (AFD), la GML Foundation Joseph Lagesse et l'Association Porteurs d'images viennent de l'avant avec un événement comprenant des projections et des débats autour du thème «*Dime Dan Moris*».

La société civile, les organisations non gouvernementales et les étudiants seront donc invités, à partir du 23 juin, à assister à des projections du film «Demain» de Cyril Dion et de Mélanie Laurent. Ainsi, 11 projections seront programmées jusqu'au 2 juillet. Certaines de ces projections seront suivies de débats, qui permettront à l'assistance de partager ses points de vue et ses idées. Les projections pour le grand public auront lieu les 24, 25 et 26 juin au cinéma *MCiné* à Trianon.



Récompensé par le César du «Meilleur Film Documentaire 2016», «Demain» a été vu par plus d'un million de spectateurs dans le monde à ce jour. Maurice est le 26e pays dans lequel il est distribué. C'est à la suite de la publication d'une étude annonçant la possible disparition d'une partie de l'humanité d'ici 2100 que Cyril Dion et Mélanie Laurent sont partis avec une équipe de quatre personnes dans dix pays pour comprendre ce qui pourrait provoquer cette catastrophe et surtout trouver des moyens de l'éviter. Ce film retrace leur voyage et leurs rencontres, avec notamment ceux qui aux quatre coins du monde, réinventent l'agriculture, l'énergie, l'économie, la démocratie et l'éducation. Cinq piliers autours desquels tourne le film, qui nous montre comment de petites initiatives peuvent contribuer de manière positive et significative à mieux anticiper et prévoir demain.

«*Pour faire face aux défis du 21e siècle, il faut en prendre conscience et agir ensemble afin de trouver des solutions durables. C'est ce point de vue que vient défendre le film Demain*», a laissé entendre Matthieu Discour, directeur de l'Agence Française de Développement pour Maurice, les Seychelles et la Commission de l'océan Indien, lors d'un point de presse, mercredi, à la galerie *AfrAsia World of Art*, à Port-Louis.

«*Le film 'Demain' vient porter un regard sur ce que pourrait être le monde et pourquoi pas l'île Maurice de demain. Il présente des initiatives collectives pour un meilleur monde, une meilleure société et un environnement plus sain*», a déclaré, pour sa part, Marie-Laurence Dupont, directrice et coordonnatrice *Environnement & Sustainability* à la GML Foundation Joseph Lagesse.

Si ce film ne répond pas aux critères dominants des productions projetées sur grand écran à Maurice, les initiateurs de ce projet espèrent que le public mauricien répondra tout de même présent pour ce film. «*Nous avons voulu répondre à la demande croissante du public mauricien pour la projection de films de qualité, autres que les productions grand public. Nous croyons totalement dans la force du cinéma comme vecteur de changement, et plus largement, de la culture comme vecteur du développement,*» a pour sa part souligné Elise Mignot, responsable de projets chez Porteurs d'Images.

«Demain» sera projeté le 23 juin à l'Université de Maurice à l'intention des étudiants et des professeurs. S'ensuivra ensuite un débat animé par des experts de l'agriculture, de l'énergie, de l'économie, de la démocratie et de l'éducation. Une projection suivie d'un débat aura également lieu le 24 juin pour les organisations non gouvernementales. A noter que les projections grand public du 24, 25 et 26 juin se tiendront à 20h30 au *MCiné* et le billet d'entrée coûtera Rs 150.



La Sentinelle